

## Désarmer la police de l'environnement, l'étonnante proposition de la FNSEA pour sortir de la crise

Fin octobre, quelques agriculteurs du Tarn retournaient les panneaux d'entrée de leurs communes. Trois mois plus tard, la colère agricole est nationale, les autoroutes bloquées, des manifs partout, les agriculteurs aux portes de Paris. L'opération est baptisée « On marche sur la tête », et au départ, les auteurs voulaient juste créer le buzz pour interpeller les pouvoirs publics.

Une première manifestation réunit le 14 novembre 2023 quelque 300 personnes et une centaine de tracteurs dans les rues d'Albi, la préfecture. À l'instar du mouvement des Gilets jaunes en 2018, la taxation du gazole est la goutte de trop, celle de la colère. Lionel Aussenac, secrétaire général du syndicat des Jeunes Agriculteurs du Tarn et coauteur de l'opération, est à la tête d'une ferme de 50 vaches laitières à Castres : « Il y a un mal-être dans les campagnes, un ras-le-bol général. Est-ce qu'on veut encore de nos agriculteurs en France ? Les enfants ne reprennent plus les exploitations, c'est beaucoup de travail et on a du mal à sortir un salaire », explique-t'il ce jour-là à l'AFP.

L'incompréhension. Les compagnies aériennes font voler leurs avions avec du carburant détaxé, le gouvernement veut taxer leur carburant ! L'incompréhension d'être soumis à des contraintes environnementales quand leurs voisins européens en sont exonérés, l'incompréhension d'une concurrence déloyale et d'un système à charge à l'exemple du Français Lactalis, 1er groupe laitier mondial, qui a rejoint en 2023 le top 10 de l'industrie alimentaire mondial sur leur dos.

Devant la surdité du gouvernement, de fil en aiguille, la colère a embrasé le sud-ouest avec ce point d'orgue le 19 janvier : un bâtiment de la direction régionale de l'environnement est soufflé pendant la nuit par une explosion à Carcassonne. Le bâtiment abritait les services de l'État en charge de mettre en œuvre la politique environnementale, c'est le point de bascule, la jacquerie, la révolte agricole.

Pour contenir le brasier, le gouvernement dit qu'il comprend et trouve la colère légitime comme pour s'en innocenter. Consigne est donnée aux préfets de ne pas évacuer les blocages, le ministre de l'Intérieur parle de "coups de sang légitimes". À Agen, fief de la Coordination rurale, un sanglier est pendu devant le bâtiment de l'inspection du travail, des pneus sont balancés d'un pont sur les voies pour bloquer les trains, mais la police doit laisser faire ! C'est la première fois que l'État réagit ainsi.

Au niveau national, c'est Arnaud Rousseau, l'emblématique président de la FNSEA et homme d'affaires à la tête du 5e groupe agroalimentaire français, 73 sites industriels dans le monde, « accessoirement » un grand céréalier, qui mène la danse! Le groupe, c'est Avril, spécialisé dans l'investissement, l'énergie, le conseil et n°1 des huiles alimentaires en France. Nous sommes loin des préoccupations quotidiennes du jeune agriculteur de Castres avec ses 50 vaches.

Parmi les premières mesures d'urgence proposées par la FNSEA pour sortir de la crise, il y a celle-ci, la plus désarmante : « désarmer les agents de l'OFB, » l'Office français de la biodiversité. Désarmer la police de l'Environnement pour reléguer ses agents à de simples conseillers pédagogiques. Une autre est de désarmer l'ANSES, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la référence en matière d'expertise scientifique indépendante, un service public reconnu mondialement pour la qualité de ses travaux. La FNSEA

réclame de la placer sous l'autorité du pouvoir politique, pour la bâillonner, comme les dictatures placent sous leur autorité la Justice.

Dans cette logique, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs réclament le rejet d'Ecophyto, un moratoire sur les interdictions de pesticides et la suppression des distances de sécurité entre les zones d'épandage des pesticides et les points d'eau ou les riverains. En résumé, ils réclament une déréglementation de l'usage des pesticides. Pour cela, il faudrait moderniser le protocole de mise sur le marché des pesticides afin d'en sécuriser l'usage, tout au moins pour la santé des agriculteurs et des riverains qui sont en premières lignes, mais cela ils ne le demandent pas.

À noter qu'une étude publiée le 01/12/2023, menée conjointement par l'INRAE et l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, suggère aux autorités de moderniser de toute urgence ce protocole de mise sur le marché afin d'éviter de possibles sous-estimations des risques.

En conclusion, bien que des mesures d'urgence soient réclamées pour soutenir les secteurs les plus en crises : la viticulture, l'agriculture biologique et l'élevage, les mesures proposées par la FNSEA laissent supposer que l'agriculture serait juste en crise à cause de l'environnement et de la transition écologique ! Aucune doléance sur la paperasse administrative, de vraies réductions de charges, un salaire minimum pour les agriculteurs ou une exonération totale des charges sociales en dessous d'un certain seuil ; des mesures sociales qui auraient du sens pour soutenir les petites et moyennes exploitations agricoles.

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech\\_24\\_380](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/speech_24_380)

[https://www.fnsea.fr/wp-content/uploads/2024/01/2024\\_01\\_24\\_MOBILISATION\\_2024\\_-\\_Synthese\\_des\\_revendications\\_FNSEA\\_JA\\_vdef\\_002-1.pdf](https://www.fnsea.fr/wp-content/uploads/2024/01/2024_01_24_MOBILISATION_2024_-_Synthese_des_revendications_FNSEA_JA_vdef_002-1.pdf)